Bureau Coordination

ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 19 février 1954, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "relatif aux épreuves et examens professionnels à subir par les officiers d'active pour accéder au grade de major", a donné le 10 mars 1954 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 19e Februari 1954 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de beroepsproeven en -examens die door de officieren van het actief kader af te leggen zijn om toe te treden tot de rang van majoor", heeft de 10e Maart 1954 het volgend advies gegeven :

Le projet ne mentionne plus les épreuves linguistiques. Celles-ci, aux termes du rapport au Roi, font l'objet d'autres dispositions légales.

S'il est exact que la loi du 30 juillet 1938 concernant l'usage des langues à l'armée prévoit, en son article 5, que pour pouvoir être promu au grade de major, le candidat doit avoir réussi l'épreuve linguistique dont elle détermine l'objet, elle ne règle cependant pas cette épreuve dans les détails.

A défaut de disposition légale accordant au Ministre le pouvoir de fixer le programme détaillé de l'épreuve et d'en régler l'organisation, il appartient au Roi seul de le faire (article 67 de la Constitution).

Jusqu'à présent, c'est le Ministre qui y a pourvu en vertu de la délégation que lui accorde l'article 12 de l'arrêté du Régent du 27 mai 1947.

A moins que le Gouvernement n'estime devoir retirer au Ministre le pouvoir qui lui est conféré par l'article 12, alinéa 1er, de l'arrêté précité, il est nécessaire de reprendre dans le projet une disposition analogue qui devrait, en outre, accorder au Ministre le pouvoir d'organiser les épreuves.

Le Conseil d'Etat propose un article nouveau qui règle cette matière.

+

+ +

.../...

Le projet appelle, en outre, des modifications de forme qui sont contenues dans le texte proposé ci-après :

ARRETE ROYAL RELATIF AUX EPREUVES ET EXAMENS POUR L'ACCESSION AU GRADE DE MAJOR A LA FORCE TERRESTRE.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu les articles 66 et 68 de la Constitution;

Vu la loi du 15 septembre 1924 sur la position et l'avancement des officiers, notamment l'article 12;

Vu la loi du 30 juillet 1938 concernant l'usage des langues à l'armée, notamment les articles 5, 6 et 7;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Défense nationale,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Article 1er.-

L'épreuve professionnelle à subir pour accéder au grade de major, par les officiers d'active des armes, autres que les brevetés d'état-major, comporte :

.../....

1° une épreuve d'aptitude physique et d'endurance aux fins de s'assurer que la condition physique du candidat lui permet d'exercer en campagne les fonctions de major;

2° une épreuve sur la connaissance de la technique de leur arme ainsi que des principes d'emploi et des procédés de mise en oeuvre des unités ou organismes de cette arme;

3° une épreuve pratique dont le but est de s'assurer que le candidat est capable de mettre en application, dans les fonctions de major, ses connaissances relatives à la mise en oeuvre des unités ou organismes de son arme.

Article 2.-

L'examen professionnel à subir par les officiers médecins d'active pour accéder au grade de major comporte :

1° une épreuve d'aptitude physique et d'endurance, aux fins de s'assurer que la condition physique du candidat lui permet d'exercer en campagne les fonctions de major;

2° une série d'épreuves médicales dont le but est de s'assurer si le candidat possède la maturité, la pratique professionnelle, la technique et le sens clinique nécessaires à un officier supérieur médecin;

.../...

3° une série d'épreuves médico-militaires sur la connaissance des dispositions légales et réglementaires relatives à la milice, le recrutement et les obligations de service, au licenciement par réforme et aux pensions militaires ou de réparation qui intéressent le service de santé et qui sont nécessaires à un officier supérieur médecin;

4° ... (d du projet du Gouvernement) ...

Article 3.-

L'examen professionnel à subir par les officiers pharmaciens d'active pour accéder au grade de major comporte :

1° ... (a du projet du Gouvernement) ...;

2° ... (b du projet du Gouvernement) ...

Article 4.-

L'examen professionnel à subir par les officiers vétérinaires d'active pour accéder au grade de major comporte deux séries d'épreuves.

La première série d'épreuves porte sur :

1° ... (a (1) du projet du Gouvernement) ...;

2° ... (a (2) du projet du Gouvernement) ...

La seconde série d'épreuves porte sur :

.../...

1° ... (b (1) du projet du Gouvernement) ...;

2° ... (b (2) du projet du Gouvernement) ...;

3° ... (b (3) du projet du Gouvernement) ...;

4° ... (b (4) du projet du Gouvernement) ...

Article 5.-

L'examen professionnel à subir par les officiers intendants pour accéder au grade de major intendant comporte :

1° une épreuve d'aptitude physique et d'endurance aux fins de s'assurer que la condition physique du candidat lui permet d'exercer en campagne les fonctions de major;

2° ... (b du projet du Gouvernement) ...;

3° ... (c du projet du Gouvernement) ...

Article 6.-

Le Ministre de la Défense nationale détermine le détail des programmes des épreuves et examens, la composition des jurys, les dates de sessions, les cotes d'exclusion et, en général, tout ce qui concerne l'organisation des épreuves et examens.

.../...

Article 7.-

Les candidats ne peuvent participer aux épreuves ou examens que si leurs supérieurs hiérarchiques émettent des avis formels favorables sur leur aptitude à exercer les fonctions de major.

Le Ministre de la Défense nationale agrée ou rejette les candidatures; toutefois, il ne peut les rejeter qu'après avoir pris l'avis du comité d'avancement compétent.

Article 8.-

Le Ministre de la Défense nationale peut autoriser les candidats qui auront subi un premier échec à recommencer les épreuves ou examens en tout ou en partie.

Toutefois, il ne peut refuser cette autorisation qu'après avoir pris l'avis du comité d'avancement compétent.

Article 9.-

Les épreuves et examens pour l'accession au grade de major ne constituent qu'un des élements d'appréciation sur lesquels se fonde le comité d'avancement pour donner son avis.

La réussite de ces épreuves et examens est une condition nécessaire mais non suffisante pour être promu au grade de major.

.../...

Article 10.-

Le Ministre de la Défense nationale fixe le programme de l'épreuve linguistique prévue à l'article 5 de la loi du 30 juillet 1938.

Il détermine la composition des jurys, les dates des sessions et, en général, tout ce qui concerne l'organisation de l'épreuve.

Article 11.-

Est abrogé l'arrêté du Régent du 27 mai 1947 relatif aux examens pour l'accession au grade de major, modifié par l'arrêté du Régent du 14 juillet 1950 et par les arrêtés royaux des 19 juillet 1952 et 14 juillet 1953.

Article 12.-

Notre Ministre de la Défense nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à , le

PAR LE ROI :

Le Ministre de la Défense nationale,

De taalexamens worden in het ontwerp niet meer vermeld. Volgens het verslag aan de Koning zijn zij "het voorwerp van andere wettelijke beschikkingen".

Wel bepaalt artikel 5 van de wet van 30 Juli 1[illegible] betreffende het gebruik der talen bij het leger dat de candidaat, om tot de graad van majoor te kunnen bevorderd worden, moet geslaagd zijn voor de "taalproef" waarvan zij het doel aangeeft; de bijzonderheden evenwel zijn er niet in geregeld.

Daar de Minister krachtens geen enkele wetsbepaling gemachtigd is, het omstandig programma van het examen vast te stellen en de inrichting van het examen te regelen, komt het uitsluitend aan de Koning toe zulks te doen (artikel 67 van de Grondwet).

Tot dusver heeft de Minister hierin voorzien krachtens de hem bij artikel 12 van het besluit van de Regent van 27 Mei 1947 verleende opdracht.

Tenzij de Regering meent de bevoegdheid welke artikel 12, eerste lid, van voornoemd besluit aan de Minister verleent, te moeten intrekken, moet in het ontwerp een zelfde bepaling opgenomen worden, waardoor bovendien het inrichten der examens aan de Minister wordt opgedragen.

De Raad van State stelt een nieuw artikel voor, om deze stof te regelen.

+

+

.../....

In het ontwerp zijn bovendien vormwijzigingen aan te brengen die in de hierna voorgestelde tekst zijn opgenomen:

KONINKLIJK BESLUIT BETREFFENDE DE PROEVEN EN EXAMENS OM BIJ DE LANDMACHT TOT MAJOOR BEVORDERD TE KUNNEN WORDEN.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gelet op de artikelen 66 en 68 van de Grondwet ;

Gelet op de wet van 15 September 1924 betreffende de stand en de bevordering der officieren, namelijk op artikel 12 ;

Gelet op de wet van 30 Juli 1938 betreffende het gebruik der talen bij het leger, namelijk op de artikelen 5, 6 en 7 ;

Gelet op het advies van de Raad van State ;

Op de voordracht van Onze Minister van Landsverdediging,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Artikel 1.-

Het vakexamen door andere officieren van het actieve kader der wapens dan de stafbrevethouders af te leggen om tot majoor bevorderd te kunnen worden, omvat :

.../...

1° een proef over lichamelijke geschiktheid en uithoudingsvermogen om na te gaan of de candidaat aan de lichaamsvereisten voldoet om te velde het ambt van majoor te kunnen uitoefenen ;

2° een examen over de kennis van de techniek van hun wapen alsook over de gebruiksprincipes en de procédé's van in werking stelling der eenheden of der onderdelen van dit wapen ;

3° een practische proef om na te gaan of de candidaat bekwaam is, als majoor zijn kennis betreffende het in werking stellen der eenheden of onderdelen van zijn wapen in praktijk te brengen.

Artikel 2.-

Het vakexamen door de officieren-geneesheren van het actieve kader af te leggen om tot majoor bevorderd te kunnen worden, omvat :

1° een proef over lichamelijke geschiktheid en uithoudingsvermogen om na te gaan of de candidaat aan de lichaamsvereisten voldoet om te velde het ambt van majoor te kunnen uitoefenen ;

2° een reeks van geneeskundige proeven om na te gaan of de candidaat de maturiteit, de beroepspraktijk, de techniek en de klinische zin, die voor een hoofdofficier-geneesheer nodig zijn, bezit ;

3° een reeks van militair-geneeskundige examens over de kennis van de wets- en reglementsbepalingen inzake dienstplicht, afdanking wegens reform en militaire- of vergoedingspensioenen, welke de gezondheidsdienst betreffen en nodig zijn voor een hoofdofficier-geneesheer ;

.../..

4° een practische proef om na te gaan of de candidaat bekwaam is te velde het commando te voeren over een geneeskundig bataljon of over een korps van de gezondheidsdienst dan wel om het ambt van hoofd van de gezondheidsdienst van een divisie of soortgelijke formatie uit te oefenen.

Artikel 3.-

Het vakexamen door de officieren-apothekers van het actief kader af te leggen om tot majoor bevorderd te kunnen worden, omvat :

1° een reeks van examens over onderwerpen uit de artsenijbereidkunde, om na te gaan of de candidaat de beroepsmaturiteit bezit welke een hoofdofficier-apotheker nodig heeft voor het leiden van een technisch-pharmaceutische dienst of een laboratorium ;

2° een reeks van militair-pharmaceutische examens om na te gaan of de candidaat de nodige kennis bezit om, zowel in vredestijd als in oorlogstijd, de leiding te hebben van de bevoorrading in chirurgisch-geneeskundig materieel en pharmaceutische producten der eenheden aan alle echelons.

Artikel 4.-

Het vakexamen door de officieren-veeartsen van het actief kader af te leggen om tot majoor bevorderd te kunnen worden, omvat twee reeksen van examens.

De eerste reeks loopt over :

1° het deskundigen onderzoek van voedingswaren van dierlijke oorsprong, bestemd voor de voeding van de troepen

.../...

de bewaring, de bereiding, de bescherming van deze waren langs de bevoorradingsketting ;

2° de bestekken en de wetgeving betreffende deze waren .

b. De tweede reeks loopt over :

(1) de hippologie ;

(2) de hygiëne, de geneeskundige en chirurgische pathologie van de bij het leger gebruikte dieren en de betreffende reglementering ;

(3) de prophylaxie der besmettelijke ziekten bij dieren welke op de mens kunnen worden overgedragen ;

(4) de deskundige onderzoekingen en verslagen betreffende de aan burgers toebehorende dieren, die door de daad van een lid van de krijgsmacht getroffen zijn door een ongeval.

Artikel 5.-

Het vakexamen door de officieren-intendanten af te leggen om tot majoor-intendant bevorderd te kunnen worden, omvat :

1° een proef over lichamelijke geschiktheid en uithoudingsvermogen om na te gaan of de physische gesteldheid van de candidaat hem in staat stelt te velde het ambt van majoor uit te oefenen ;

2° een examen over bestuurswetenschappen om na te gaan of de candidaat de vereiste administratieve kennis bezit om het ambt van majoor-intendant uit te oefenen ;

.../...

3° de voorbereiding en de verdediging van een verhandeling betreffende de technische specialiteit welke de candidaat uitoefent, om na te gaan of hij de tijdens zijn opleiding opgedane technische kennis heeft uitgediept.

Artikel 6.-

De Minister van Landsverdediging bepaalt de bijzonderheden van het programma van de examens en proeven, de samenstelling der commissies, de data der zittingen, de uitsluitingscijfers en, over het algemeen, al wat de inrichting van de examens en proeven betreft.

Artikel 7.-

De candidaten mogen aan de examens en proeven slechts deelnemen zo hun hiërarchische meerderen formeel gunstige adviezen uitbrengen aangaande hun bekwaamheid tot het uitoefenen van het ambt van majoor.

De Minister van Landsverdediging neemt de candidaturen aan of verwerpt ze ; nochtans kan hij ze slechts na inwinning van het advies van het bevoegde bevorderingscomité verwerpen.

Artikel 8.-

De Minister van Landsverdediging kan aan de candidaten die een eerste maal niet geslaagd zijn, toelaten examens en proeven geheel of gedeeltelijk te herbeginnen.

.../...

Nochtans kan hij deze toelating slechts na inwinning van het advies van het bevoegde bevorderingscomité weigeren.

Artikel 9.-

De examens en proeven voor bevordering tot de graad van majoor zijn slechts een van de gegevens waarmede het bevorderingscomité rekening houdt om advies uit te brengen.

Het slagen voor deze examens en proeven is een der vereisten, doch geen voldoende voorwaarde om tot de graad van majoor bevorderd te worden.

Artikel 10.-

De Minister van Landsverdediging bepaalt het programma van het taalexamen bedoeld in artikel 5 van de wet van 30 Juli 1938.

Hij bepaalt de samenstelling van de commissie, de data van de zittingen en, over het algemeen, al wat de inrichting van het examen betreft.

Artikel 11.-

Het besluit van de Regent van 27 Mei 1947 betreffende de examens voor het verwerven van de graad van majoor, gewijzigd bij het besluit van de Regent van 14 Juli 1950 en bij de koninklijke besluiten van 19 Juli 1952 en 14 Juli 1953, wordt opgeheven.

../...

Artikel 12.-

Onze Minister van Landsverdediging is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te ,

VAN KONINGSWEGE :

De Minister van Landsverdediging,

La chambre était composée de — De kamer was samengesteld uit

Messieurs : de Heren :	J.SUETENS,	premier président du Conseil d'Etat, eerste-voorzitter van de Raad van State,	président voorzitter
	M.SOMERHAUSEN, G.VAN BUNNEN,	conseillers d'Etat, raadsheren van State,	
	P.COART-FRESART, P.ANSIAUX,	assesseurs de la section de législation, bijzitters van de afdeling wetgeving,	
	G.PIQUET,	greffier adjoint, adjunct-griffier,	greffier griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.VAN BUNNEN.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.VAN BUNNEN.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(signé) G.PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) J.SUETENS.

expédition délivrée à M. le Ministre de la Défense nationale.
uitgifte afgeleverd aan de H.Minister van Landsverdediging.

Le 1954.

De 1954.

Le Greffier du Conseil d'Etat,

De Griffier van de Raad van State,

R.DECKMYN.